

VIVRE PLUS LONGTEMPS, AVOIR MOINS D'ENFANTS, QUELLES IMPLICATIONS ?

Colloque international de Byblos-Jbeil
(Liban, 10 - 13 octobre 2000)



ASSOCIATION INTERNATIONALE DES DÉMOGRAPHES DE LANGUE FRANÇAISE

AIDELF

Vivre plus, avoir moins d'enfants, quelles implications pour la société ?

Ahmed BAHRI

Nations Unies, Tanger, Maroc

Hervé GAUTHIER

BSQ, Québec, Canada

1. Thèmes abordés

Voilà une question qui interpelle au premier chef les démographes, mais pas uniquement ! Les décideurs, en général, sont souvent décriés pour leurs politiques à courte vue et leur absence de vision. Ils trouvent là une occasion en or d'exercer leurs talents et surtout de dialoguer avec les spécialistes de ces conséquences attendues de la dynamique de population sur les moyen et long terme. Ils ont également le moyen de mieux cibler leurs choix et investissements sociaux.

Aborder le sujet des implications d'une vie plus longue et d'une fécondité plus basse pour la société, c'est embrasser un vaste champ de questions plus ou moins connues, compte tenu de la projection à long terme que l'on doit nécessairement avoir de la structure de la population, mais aussi d'une vision à long terme de l'économie et de la société.

Parmi les thèmes connus, figurent la baisse future de la population de la plupart des pays industrialisés, appelée à décroître dans les prochaines décennies, compte tenu des niveaux de fécondité et d'immigration. Une telle tendance force à s'interroger sur les critères à considérer dans l'appréciation de l'effectif de la population : doit-on retenir la population totale d'un pays, la population active ou encore un certain équilibre entre le nombre des jeunes et des personnes âgées? Et comment poser le problème dans un groupe minoritaire (ethnique, linguistique) dont les conditions démographiques diffèrent de la majorité ?

Une autre interrogation est relative à la notion même de vieillissement. Avec les progrès en santé, une meilleure nutrition et l'instruction universelle parmi les générations du « baby boom », est-il encore admissible qu'après 60 ans, l'individu ne soit pas plus productif ou plus participatif à la vie sociale ? Quelles implications peut-on envisager pour les retraites et les contributions des agents encore actifs ?

Si un pays ou un groupe de pays, dits avancés, veut maintenir ou accroître sa population, quels niveaux d'immigration seraient alors nécessaires pour assurer le maintien de la population totale (ou un critère autre) ? Saura-t-on accepter, volontairement et de manière organisée un afflux important d'étrangers ? Devra-t-on subir des mécanismes cachés d'immigration non légale ? Les implications socioculturelles de tels flux et de la recomposition de la population présente sur le territoire sont à peine imaginables aujourd'hui.

Pour les pays d'origine, dont de nombreux pays sont encore en voie de développement, il s'agit de savoir quels seraient les impacts de départs importants de leurs citoyens, dans les tranches d'âge qui jouissent de bonne santé et, souvent, de la meilleure formation ? Que dire de la possibilité de les remplacer rapidement sinon à terme ? Quel serait le manque à gagner de leur absence pour le dynamisme économique, voire le modèle de consommation ?

S'agissant de la population active, dans les pays avancés, on peut réfléchir à des gisements ou potentiels d'actifs supplémentaires, comme chez les femmes, les retraités ? Pourrait-on accroître l'emploi chez les chômeurs, les personnes sous-employées? Par ailleurs,

le vieillissement de la population fera vieillir la population active : comment se fera l'adaptation dans les professions à structure par âge jeune (manquera-t-on de jeunes) ? Dans les professions déjà démographiquement vieilles ? Pourra-t-on compter en outre sur une formation plus en continu au fil de la vie de travail ?

Par ailleurs, les dépenses sociales (santé et transferts aux personnes âgées) seront poussées à la hausse par l'effet du vieillissement démographique. Quels sont les profils de consommation des services et peut-on intervenir sur ces profils ? Les sociétés pourront-elles supporter les hausses prévisibles ? Ou poursuivront-elles la réduction, déjà commencée dans certains pays et secteurs, des services et transferts ? En particulier, dans le domaine de la santé, vaudra-t-il mieux cibler les ressources consacrées à la lutte contre la maladie ? Quelle évolution prévoir pour l'état de santé et particulièrement de la santé dans les dernières années de vie ?

Dans la même veine figure la question de la solidarité intergénérationnelle. Il s'agit de savoir si d'une génération aux suivantes, il y a transmission, sous une forme ou une autre, d'un capital accru par une plus-value réalisée par la génération actuelle, si la consommation est compatible avec cette transmission et si celle-ci se fait selon les règles de la solidarité traditionnelle ou selon les règles du marché.

Un domaine rarement abordé est celui du logement. Le parc actuel de logements, dans une configuration d'étalement urbain large, sera-t-il adapté à une population vieillissante ? Les générations du baby-boom vieilliront-elles là où elles ont élevé leur famille ou chercheront-elles un milieu de vie différent ?

Les problèmes des pays en développement se posent différemment, avec leur croissance de la population totale et de la population active, souvent encore forte. Cependant, en raison de la baisse de la fécondité et de la mortalité, il s'y produit un vieillissement démographique, qui sera de plus en plus notable et dont l'avènement se fait beaucoup plus rapidement que dans les pays développés. Dans un contexte de ressources publiques rares, comment pourra-t-on satisfaire les besoins croissants des personnes âgées, pendant qu'on doit améliorer les services aux jeunes (éducation) ?

Il y a lieu de remercier les auteurs pour leurs efforts, lors de la préparation des communications et d'avoir bien voulu tenir compte des observations des organisateurs, en guise de démarrage du débat ! Les contributeurs étaient mus par le désir de dépasser deux écueils : i) faire un catalogue arithmétique des charges, pour la société, de la baisse de la fécondité et du vieillissement, ii) décrire, comme il est fréquent dans les sociétés de consommation, un nouveau marché pour diversifier les sources de profit. Les organisateurs avaient pour souci de voir les auteurs aller dans les implications sociales de cette nouvelle dynamique démographique qui tend à devenir universelle.

Après les interventions des auteurs, il est apparu que le contrat a été honoré. L'audience n'a pas été déçue par la diversité des questions abordées, même si toutes n'ont pas reçu de réponses. Du moins les intervenants ont éveillé la curiosité et suscité des réactions intéressantes. Le nombre de sociétés ou pays examinés, dont sont souvent originaires les auteurs, témoigne également de l'universalisation de l'Association.

2. Quelques commentaires et questions suggérés par les communications présentées.

Les trois communications qui viennent de pays en développement donnent un aperçu des problèmes que les changements dans la structure par âge posent. Certains problèmes peuvent parfois ressembler à ceux du monde développé, mais on soupçonne qu'il n'en est rien.

D'abord le vieillissement démographique, pas encore bien élevé, s'annonce rapide. En Tunisie, avec une fécondité moyenne, la proportion de personnes de 60 ans et plus pourrait passer de 8,6% en l'an 2000 à 15,0% en 2030, soit presque un doublement (*Sofiane Bouhdiba*). Des choix déchirants se poseront : pourra-t-on continuer d'accorder la priorité absolue à la

politique traditionnelle de lutte contre la mortalité infantile, alors que les besoins des personnes âgées deviendront plus pressants ?

Mais bien sûr, il n'y a pas que la démographie qui joue sur le bien-être des personnes âgées. Et cela est particulièrement illustré dans les textes de *Ligia Cadavid-Zuleta* (Colombie) et surtout de *Lebsari* et de *Sari* (Algérie). En Algérie, par exemple, on observe une baisse de la proportion de pensionnés parmi les plus jeunes des personnes âgées (*Ouardia Lebsari*). Si cette baisse se poursuit chez les générations qui arriveront à la retraite dans les prochaines années, on peut craindre une détérioration des conditions de vie dans ce groupe. Pourrait-on connaître l'évolution qui s'en vient par des données sur la proportion des salariés actuels du marché du travail selon leur participation à des régimes de retraite ? Il y aurait ici une prospective utile à faire.

Le second texte qui touche les problèmes de l'Algérie est particulièrement large en ce qui concerne le genre de problèmes que posent les changements de la population selon différents groupes d'âge. Certains problèmes, tel l'enfant sans famille, sont accentués par les événements dramatiques vécus par ce pays. Un groupe en émergence sur le plan social et dont le poids démographique est considérable (ainsi les 15-19 ans comptent pour 12% de la population totale) vit dans un environnement des plus défavorables. Quant aux 20-34 ans, ils conditionnent un accroissement de population active de 400 000 par année, ce qui est très lourd, mais demeure nécessaire pour limiter le chômage et la paupérisation (*Djilali Sari*). Les charges de la vieillesse s'ajoutent au poids de handicapés et des victimes du terrorisme, alors même qu'il y a des signes d'abandon de personnes âgées. Ce dernier phénomène mériterait des travaux (enquêtes exhaustives ou exploratoires), car ses implications sont majeures dans un pays dont la sécurité sociale est à tout le moins insuffisante.

Trois textes s'intéressent particulièrement aux relations entre l'évolution démographique et la population active. *Alfred Dittgen* souligne l'inévitable besoin de recourir à l'immigration dans les pays à faible fécondité actuelle, si les conditions demeurent ce qu'elles sont: avec une fécondité de 1,8 enfants par femme, la proportion des 60 ans et plus atteindrait un tiers de la population totale en 2050. L'immigration aura des répercussions culturelles évidentes, mais ses volumes pourraient varier en fonction des besoins fluctuants de l'économie.

Pour *Christos Bagavos*, l'évolution prévisible des effectifs démographiques, illustrés dans trois cas, la Grèce, le Danemark et la France, rend nécessaire la croissance des taux d'emploi. Mais l'évolution diffère selon les pays. La solution de hausse des taux d'emploi exige aussi des adaptations du marché du travail et parfois un renversement de tendance difficile à imaginer (l'activité chez les travailleurs âgés en France par exemple).

Il existe au moins un facteur qui pourrait favoriser ce renversement. C'est le fait que les emplois sont de plus en plus basés sur le savoir, plutôt que sur la force et l'attention: les travailleurs âgés pourraient donc profiter de ce phénomène pour demeurer plus longtemps sur le marché du travail, car le savoir s'accumule tout au long de la vie et donne donc une valeur à l'âge (*Yves Montenay*). Certains rapports récents semblent surestimer la hausse de la productivité dans les prochaines décennies, cachant du même coup les adaptations nécessaires.

Le financement des programmes publics en faveur des personnes âgées suscite des craintes importantes, lorsqu'on examine l'évolution prévisible du vieillissement démographique. Mais un facteur, négligé jusqu'à tout récemment, viendra probablement atténuer la surcharge attribuable au vieillissement. Il s'agit de la contribution des personnes âgées elles-mêmes aux recettes gouvernementales. Comme la part des personnes âgées s'accroîtra dans l'avenir, leur contribution sera plus importante aussi et la charge financière des dépenses reliées au vieillissement serait alors moins considérable que sans cet apport (*Madeleine Rochon*).

Catherine Gourbin et *Guillaume Wunsh* ont abordé la maladie d'Alzheimer, dont la prévalence va, très probablement, aller en croissant. Elle va devenir un problème de société,

comme le furent en leurs temps la tuberculose et l'alcoolisme. Attendra-on de la voir devenir une plaie avant de chercher les solutions les plus humaines pour la guérir et/ou en adoucir le vécu, sinon chercher des moyens de prévention ?

L'emploi et la santé apparaissent comme prioritaires dans les préoccupations des chercheurs, comme en témoignent les communications de Sofiane Bouhdiba, de Christos Bagavos et de l'équipe néo-zélandaise, autour de *Ian Pool*, *Janet Sceats* et *Jit Cheung*. En corollaire, la question des retraites, leur financement et plus généralement la génération des revenus dans les populations vieillissantes, est traitée par Madeleine Rochon et par Yves Montenay. Ce dernier soulève des questions qui vont au-delà et invitent à une meilleure prise de conscience des questions démographiques par les différents partenaires sociaux.

Il va de soi que le processus de vieillissement ne va pas se passer dans la sérénité de 'papys' en pantoufles fumant tranquillement leur pipe! Le spectacle des bouleversements est annoncé par *Thérèse Locoh* et *Yara Makdessi* d'une part, avec l'évolution des structures familiales et sociales ; *Marc Termote* traite des structures spatiales des régions métropolitaines, l'étude des répartitions spatiales étant le parent pauvre des colloques et.... surtout Alfred Dittgen qui nous invite à une promenade du côté des évolutions chaotiques. Il souligne certains des défis qui pourraient naître et grossir à mesure des évolutions post-transition. Le grand mérite de telles réflexions est de nous tenir en alerte, tant il est quasi certain que toute évolution de la société ne se fait pas sans problèmes.

3. Débat et conclusion

Que conclure, sinon que les questions en suspens sont plus nombreuses que les réponses fournies par les communications et leurs auteurs.

Ainsi, la notion de vieillissement demande une revisite complète, tant au plan de la définition que de la contribution de la population dite âgée à l'économie et au bien-être social. A la suite de Rochon, il faut inviter les décideurs à sortir de leurs schémas classiques pour ne plus voir dans les personnes âgées une charge pour la société, mais tâcher d'en tirer avantage pour tous.

S'il peut être légitime de s'interroger sur l'occurrence du vieillissement dans les pays démarrant leur transition démographique, il semble certain, de l'avis de la plupart des démographes, même s'ils avancent sur un terrain d'hypothèses, qu'il n'y aura pas de retour en arrière et que, une fois enclenchée, la transition va suivre son cours inéluctable.

Le vieillissement va poser des défis. Certains, comme la morbidité et/ou l'occurrence ou l'extension de certaines maladies, peuvent être anticipés, invitant les décideurs à y réfléchir assez tôt pour en organiser la prise en charge.